

# ÉDUCATION

societe.union@sonapresse.com

## C'est parti pour neuf mois de cours !

**NOUVEAU** dispositif sécuritaire, sanitaire, gratuité des frais de scolarité, bourses d'études, infrastructures modernes : la rentrée scolaire 2023-2024 s'annonce sous d'heureux auspices pour des milliers d'apprenants qui reprennent le chemin de l'école dès ce lundi 18 septembre 2023.

Hans NDONG MEBALE  
Libreville/Gabon

**F**INIES les vacances scolaires ! Place au retour des cours dans les écoles, collèges et lycées du pays. Pour cette nouvelle année, les voyants sont au vert. En reprenant le chemin de l'école progressivement cette année 2023-2024, élèves, personnels enseignants et administratifs ont un vœu commun : une année scolaire paisible, sans couacs et sans grèves.

Pour le premier cas de figure, un lot de solutions a été apporté par les nouvelles autorités de la

Transition, en commençant par la gratuité des frais de scolarité et le retour de la bourse scolaire dans le secondaire. Un ouf de soulagement pour de nombreux parents qui éprouvaient naguère des difficultés à scolariser tous leurs enfants. Cette année, ce stress semble avoir disparu dans les familles.

Déjà, lors du Comité de direction (Codir) présidé par la ministre de l'Éducation nationale à la veille de cette rentrée, Camélia Ntoutoume-Leclercq a rappelé aux responsables d'établissements publics et confessionnels l'obligation d'appliquer



Une vue du nouveau visage du collège d'enseignement secondaire Nelson-Mandela de Libreville.

les instructions des nouvelles autorités. Il est clair que pour suivre la dynamique impulsée, chaque acteur est invité à jouer sa partition. Ne dit-on pas qu'un seul doigt ne peut à lui seul laver le visage ? Pour ce faire, les partenaires sociaux, y compris les

associations des parents d'élèves, sont invités à mettre la main à la pâte.

À cet égard, sauf événement majeur, cette année scolaire devrait non seulement aller à son terme, mais également respecter les délais. Car si le souhait est de

s'adosser à une éducation de qualité, selon les standards internationaux qui placent l'homme au centre, l'heure est à la rigueur. C'est dire le défi à relever pour la communauté éducative dans son ensemble, pour faire rayonner les talents.

## Retour de la bourse scolaire : on harmonise les textes entre la tutelle et l'ANBG

Frédéric Serge LONG  
Libreville/Gabon

**C**ONFRONTÉE d'abord à des retards dans le paiement, puis des tentatives de suspension, et au final la suppression définitive depuis 2017, la bourse scolaire d'un montant de 24 000 francs CFA, octroyée aux apprenants du secondaire durant des décennies, sera rétablie dès cette année par le gouvernement de la Transition. Cette annonce faite, le 4 septembre dernier, par le président de la Transition, le général de brigade Brice Clotaire Oligui Nguema, lors de sa prestation de serment, avait été vivement applaudie.

Ce sera chose faite dès la fin de

ce premier trimestre, confirme la ministre de l'Éducation nationale, Camélia Ntoutoume-Leclercq. Entre-temps, le département ministériel dont elle a la charge et l'Agence nationale des bourses du Gabon (ANBG) procèdent déjà à des aménagements, formalisations et harmonisations des textes pour fixer tout le monde. Et sans doute redéfinir les critères et les conditions du redéploiement de cette bourse scolaire.

On sait déjà que l'octroi de cette bourse a toujours été pour les élèves une motivation et un encouragement à redoubler d'efforts. Elle était attribuée aux plus méritants ayant par trimestre une moyenne supérieure ou égale à 10 dès la classe de 6e.

Rudy HOMBENET ANVINGUI  
Libreville/Gabon

LES enseignants en situation d'attente ont accueilli avec satisfaction la mise à disposition de 1 000 postes budgétaires à la veille de la rentrée des classes. C'est le porte-parole du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) qui portait cette bonne nouvelle. Ces postes budgétaires, apprend-on du côté de la tutelle, seront répartis entre les sortants des écoles et les recrutements directs aussi bien dans l'enseignement général que dans l'enseignement technique et professionnel. Difficile sélection que celle qui sera faite par la mission en charge de cette opération. S'il est vrai que cette annonce a soulagé certains enseignants en difficulté, il reste que d'autres continuent d'attendre. Certains enseignants interrogés disent attendre impatiemment leur intégration.

"Pour ma part, je pense que plusieurs enseignants, sortis des écoles, exerçaient sans présalaire et sans salaire. Le fait de leur attribuer ces postes budgétaires est une bonne initiative. Mais



Le problème de la régularisation des situations administratives, d'intégration ou de titularisation des enseignants revient régulièrement.

n'oublions pas que c'est un long processus qu'il faudra suivre. Il ne faut juste pas les leur attribuer aujourd'hui puis les laisser mariner pendant 15 ans sans autres avancées. Tenons pour exemple nous qui sommes sortis depuis des années. Nous venons seulement de recevoir nos textes d'intégration. Pas de titularisation, pas d'avancement et autre", fait remarquer une enseignante en service dans le Haut-Ogooué. Autant de formateurs à peine sortis de l'école qui doivent rallier l'arrière-pays pour apporter le savoir aux élèves sans un seul radis. C'est une problématique qui a régulièrement été décriée

par les syndicats de l'Éducation nationale. Comment veut-on obtenir des résultats parfaits de la part de nos enseignants quand leurs poches sont vides et ne leur permettent donc pas de subvenir à leurs besoins ?

Il faut l'admettre, le problème de la régularisation des situations administratives, d'intégration ou de titularisation des enseignants aussi bien du primaire que du secondaire ne date pas d'aujourd'hui. Elle figure dans la liste des desideratas des partenaires sociaux depuis belle lurette. Espérons que des solutions pérennes soient trouvées à cette préoccupation récurrente.



La bourse scolaire est réactivée dès cette fin de premier trimestre.